

Les socialistes genevois brandissent de faux millionnaires disant: «Taxez-moi»

Sami Zaïbi, 08.06.2023

4–5 minutes

«Taxez-moi.» Voilà la volonté affichée de Jean-Marc, un «millionnaire solidaire» qui a vu sa fortune «augmenter de 30% pendant la crise du covid». Sur les affiches du PS, cet homme en cravate, aux cheveux blancs et à la mine sérieuse fait la promotion de la «contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes», une initiative de la gauche sur laquelle les Genevois votent le 18 juin. Le texte demande une taxation de 2,5 ‰ sur les fortunes nettes supérieures à 3 millions de francs pendant dix ans, cela afin de «mettre un frein à la croissance des inégalités», selon les initiants.

Sauf que Jean-Marc n'existe pas. Il provient d'une banque d'images où il répond au descriptif «demi-longueur de l'homme d'affaires senior avec les bras croisés devant mur noir». Idem pour la «millionnaire solidaire» Anne-Lise, qui estime pour sa part que «la valeur de [sa] villa est sous-estimée depuis des décennies», faisant ainsi la promotion du référendum sur la [loi sur les estimations fiscales de certains immeubles](#), également soumise au vote le 18 juin. Jean-Marc et Anne-Lise figurent sur un tram, 200

affiches, et sur les réseaux sociaux, pour un coût total d'environ 9000 francs, indique le Parti socialiste genevois.

Lire aussi: [A Genève, la guerre de cent ans sur l'impôt des plus riches](#)

«A prendre au deuxième degré»

Ces millionnaires fictifs ne sont-ils pas trompeurs pour les électeurs? Frédérique Bouchet, secrétaire générale du PS genevois, ne le pense pas: «Les personnes fortunées souhaitant davantage de solidarité existent, nous n'estimons donc pas être en train de tromper nos électeurs.» La socialiste estime que cette campagne est «à prendre au deuxième degré, comme le suggèrent les couleurs de l'affiche, avec un bleu façon PLR qui remplace notre habituel rouge.» Elle rappelle qu'avec des campagnes à mener tous les trois mois, le PS, comme les autres partis, n'utilise pas à chaque fois de vraies personnes. Elle cite la récente campagne sur le salaire minimum, lors de laquelle le PS avait utilisé l'image de faux travailleurs, ne suscitant alors aucune réaction. «A se demander ce qu'il y a de profondément choquant à mettre en scène des millionnaires solidaires!» pointe la secrétaire générale.

Du côté du parti singé, le côté humoristique passe mezzo.

«L'affiche ferait sourire si le sujet ne revêtait pas une importance systémique pour Genève», grince Vincent Subilia, député PLR et directeur de la Chambre de commerce et d'industrie (CCIG), qui [combat les hausses d'impôts](#). «Pas plus tard qu'hier, un entrepreneur me confiait avoir acheté un pied-à-terre en Valais pour des raisons fiscales. Voilà la réalité», enfonce le politicien, craignant un exode des riches. Quid des entrepreneurs en chair et

en os qui demandent effectivement plus de taxations? «Certes, une poignée d'entre eux se sont exprimés lors du Forum économique mondial de Davos, mais ces gens-là vivent dans des pays où il n'y a pas d'impôt sur la fortune. Or en Suisse cet impôt persiste, et c'est à Genève qu'il est déjà le plus élevé. Le jour où le PS me trouve cinq entrepreneurs qui veulent être taxés au double, alors je prendrai leur campagne au sérieux», tonne le libéral-radical.

Lire aussi: [Au WEF, des millionnaires réclament de payer plus d'impôts](#)

Peu de réglementations

Quelles sont les règles en la matière? Contactée, la Chancellerie d'Etat indique ne pas intervenir comme autorité de contrôle. «La seule exception, mais qui demeure très rare, pourrait être un correctif apporté par le Conseil d'Etat si des informations manifestement fausses sont données, ce qui n'est pas le cas en l'espèce», précise le service. Les affiches répondent à deux seules obligations: mentionner l'éditeur responsable et l'imprimeur, et ne pas contenir les armoiries officielles de la République. Jean-Marc et Anne-Lise n'ont pas trop de souci à se faire.

Lire aussi: [Taxer les riches: «Le message de solidarité peut être parfaitement compris», selon Thierry Apothéloz](#)

Lire aussi: [Nathalie Fontanet: «Le contre-projet met en péril la pérennité des revenus fiscaux du canton»](#)